

Apple gibt Reparatur-Rabatt

Cupertino. Nach Beschwerden von Nutzern über Probleme mit dem Bildschirm des zwei Jahre alten Modells iPhone 6 Plus startet Apple ein vergünstigtes Reparaturprogramm. Der Konzern habe festgestellt, dass einige Geräte „ein flackerndes Display oder Probleme mit Multi-Touch aufweisen, nachdem sie mehrmals auf eine harte Oberfläche fielen und anschließend weiter belastet wurden“. Ein solches Gerät könnten Kunden für einen etwa halbierten Preis von 167,10 Euro reparieren, teilte Apple mit. In den USA laufen zwei Klagen von Käufern, die ihre Display-Probleme auf einen Konstruktionsfehler zurückführen und Wiedergutmachung fordern. Das weltweite Reparaturprogramm ist Apples erste Reaktion auf die schon seit Monaten kursierenden Vorwürfe. Bei den betroffenen Geräten ist eine flackernde Leiste am oberen Ende des Bildschirms zu sehen, er reagiert auch nicht mehr auf Multi-Touch-Eingaben. *dpa*

Ölpreise geben weiter nach

Singapur. Die Ölpreise haben am Freitag weiter nachgegeben. Am Markt wurde vor allem der starke Dollar als Belastungsfaktor genannt. Ein Barrel (159 Liter) der Nordseesorte Brent zur Lieferung im Januar kostete am Morgen 46,16 US-Dollar. Der Preis für ein Fass der US-Sorte West Texas Intermediate (WTI) zur Dezember-Lieferung fiel um 43 Cent auf 44,99 Dollar. Der US-Dollar, zu dem Rohöl an den Ölmärkten in aller Regel gehandelt wird, hat weiter Rückenwind. Der Dollar-Index, der den Greenback ins Verhältnis zu den wichtigsten Währungen setzt, liegt zurzeit auf dem höchsten Stand seit 2003. Ein starker Dollar verteuert Rohöl für viele Nachfrager und lastet deshalb auf den Preisen. *dpa*

Geldpolitik allein löst Probleme nicht

Frankfurt. Bundesbank-Präsident Jens Weidmann warnt vor einer Überforderung der Geldpolitik. „Es sind nicht die Zentralbanken, die die Wirtschaft zu stärkerem Wachstum führen können. Den Schlüssel dafür halten Politiker in der Hand“, sagte Weidmann bei einem Bankenkongress in Frankfurt. Die Europäische Zentralbank (EZB) versucht, Wachstum und Inflation mit einer Reihe von Sondermaßnahmen anzuschieben. Volkswirte rechnen mit einer erneuten Ausdehnung des gewaltigen Anleihenkaufprogramms. Weidmann mahnte einmal mehr dazu, Sondermaßnahmen mit Augenmaß einzusetzen: Unkonventionelle Geldpolitik habe auch „schädliche Nebeneffekte“. Das bekämen zum Beispiel Banken zu spüren. Den Instituten brechen wegen des anhaltenden Zinstiefs die Erträge weg. Die Kreditvergabe kommt auch deshalb nicht wie erhofft in Gang. Die Geldpolitik dürfe vor solchen Auswirkungen nicht die Augen verschließen, sagte Weidmann. *dpa*

Une fin d'année mouvementée

A ne pas rater sur les marchés financiers la semaine prochaine

Si la croissance de l'économie mondiale est toujours jugée stable et modérée, une vraie amélioration conjoncturelle ne semble pas encore d'actualité. En Europe, l'économie allemande, la locomotive de la croissance européenne, montre des signes de perte de vitesse.

Des exportations en baisse et l'incertitude due au «Brexit» ont freiné la croissance de l'Allemagne durant les mois d'été. Début novembre, un nouvel élément d'incertitude s'est rajouté avec les élections présidentielles aux Etats-Unis.

Malgré le fait que certains acteurs de marché avaient prévu un krach boursier en cas de victoire du républicain Donald Trump, la réalité en fut tout autre.

La journée post-élections a commencé avec des fortes chutes des marchés des pays émergents et une propagation vers les marchés européens. Mais au final, les marchés financiers ont réagi positivement aux résultats des élections en reprenant de la couleur. Reste tout de même à noter qu'il est encore trop tôt pour estimer l'impact qu'aura la politique du 45^e président des Etats-Unis.

2016 a connu deux événements politiques: le référendum pour un Brexit en Grande-Bretagne et les élections présidentielles aux Etats-Unis, dont les résultats ont été diamétralement opposés aux prévisions des analystes et des marchés financiers.

Dans l'immédiat, l'élection de Donald Trump n'aura pas encore d'effets mesurables sur les marchés et les chiffres qui sortiront la semaine prochaine n'intégreront pas encore cette nouvelle. Donald Trump n'accèdera à la Maison Blanche que le 20 janvier 2017, lors de la cérémonie d'investiture officielle.

La batterie de données macro-économiques et enquêtes d'opinions qui sortiront dans les prochaines semaines, vont donc attirer l'attention des investisseurs. Les chiffres du PIB au 3^e trimestre de grands pays européens, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, ainsi que les chiffres américains, seront plus que scrutés par les acteurs de marchés.

Depuis la mi-2015, l'activité économique aux Etats-Unis a tendance à ralentir. En analysant les données macro-économiques, fort est de constater que la progres-



Une chute du prix du pétrole serait le seul élément qui pourrait contrecarrer la tendance d'une augmentation de l'inflation. (FOTO: AFP)

sion du PIB sur 2016 restera inférieure aux 2 %, malgré une situation de plein-emploi, une légère accélération des salaires et un marché immobilier favorable.

En zone euro, le Brexit, la crise des réfugiés et les tensions politiques dans certains pays n'ont pas encore affecté l'évolution du PIB, qui se maintient à un niveau de 1,5 %.

Les derniers mois de 2016 risquent d'être animés

En ce qui concerne les marchés financiers, c'est surtout sur le marché de la dette que des changements s'affichent: les taux des dettes souveraines américaines et européennes se sont subitement envolés en l'espace de quelques jours.

Il s'agit là encore d'une conséquence plutôt inattendue de l'élection de Donald Trump en tant que Président des Etats-Unis. Les taux obligataires viennent de connaître une véritable flambée, dans le sillage des obligations US 10 ans avec un taux passé de 1,8 % à 2,2 %.

Aussitôt l'Europe a suivi, avec des taux allemands (Bund) repassés très nettement en territoire positif (de 0,004 % le 21 octobre à plus de 0,35 % le 15 novembre) et des taux français (OAT 10 ans) qui ont quasiment doublé (de 0,45 % le 8 novembre avant l'élec-

tion à 0,72 % en date du 15 novembre).

Une explication de ce brusque mouvement pourrait être le programme économique du futur président des Etats-Unis, qui vise à augmenter les dépenses publiques dans les infrastructures. Les marchés prennent au sérieux toutes ces mesures et anticipent une hausse de l'inflation américaine qui, par ricochet, affectera les taux d'inflation en Europe.

D'autre part, les discours de Janet Yellen, affirmant qu'une hausse des taux directeurs aux Etats-Unis serait imminente, ainsi que les premières discussions en Europe d'un ralentissement de la politique ultra-accommodante menée par la Banque Centrale Européenne, ont soutenu ce mouvement de hausse depuis quelques semaines.

L'inflation américaine, quant à elle, se rapproche de la marque des 2 % comme prévue par la FED.

En zone euro, les prix à la consommation ont progressé en octobre en comparaison annuelle de 0,5 %, par rapport à 0,4 % en septembre.

Une chute du prix du pétrole serait le seul élément qui pourrait contrecarrer cette tendance d'une hausse de l'inflation. L'accord des pays producteurs de l'OPEP intervenu lors de la réunion inform-

elle à Alger a fortement poussé à la hausse les prix grâce à la réduction des productions promises par certains pays. Les pays membres de l'OPEP semblent avoir intensifié leurs efforts diplomatiques dans le but d'obtenir une mise en œuvre réelle de l'accord visant à réduire la production à des niveaux compris entre 32,5 et 33 millions de barils par jour. Les modalités de cet accord devraient être discutées lors du sommet de l'OPEP qui se tiendra le 30 novembre à Vienne.

Enfin, les dernières statistiques des stocks de pétrole aux Etats-Unis étaient en forte hausse.

En décembre, les bourses pourront certainement encore être chahutées par les échéances électorales ou référendaires dans plusieurs pays européens.

Le 4 décembre prochain, l'Italie organisera un référendum sur les modifications des institutions politiques du pays et en même temps, l'Autriche votera le second tour présidentiel entre le candidat Norbert Hofer (du FPÖ) et Alexander Van der Bellen (des verts d'Autriche).

La fin de l'année boursière s'annonce encore agitée et la prudence est de mise.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque S.C.

Edeka und Rewe einig über Kaufpreis

Lösung für die hoch verschuldete Supermarktkette Kaiser's Tengelmann gefunden

Köln. Im Streit um die Zukunft der Supermarktkette Kaiser's Tengelmann soll in zwei Wochen eine Einigung zwischen den Konkurrenten Edeka und Rewe stehen. Beide Seiten haben sich auf einen Kaufpreis für die Filialen in Berlin verständigt, die Rewe übernehmen soll. Das teilte der Kölner Handelsriese gestern mit. Bereits am Dienstag hatten sich die Rivalen auf die Aufteilung geeinigt. Bis zum 2. Dezember soll nun ein

Kaufvertrag ausgehandelt sein. Bei einem Scheitern der Verhandlungen hätten eine schnelle Zerschlagung der Kette und der Verlust Tausender von Arbeitsplätzen gedroht. Bei Kaiser's Tengelmann arbeiten ca. 15 000 Menschen.

Tengelmann, Edeka und Rewe hatten sich auf dem vor zwei Wochen eingeleiteten Schlichtungsverfahren auf die Grundzüge eines Kompromisses geeinigt. Tengelmann-Eigentümer Karl-Erivan

Haub hatte vor zwei Jahren beschlossen, die tiefrote Zahlen schreibende Supermarktkette an Edeka zu verkaufen. Der Plan stieß jedoch bei Wettbewerbshütern auf heftigen Widerstand. Sie befürchteten durch einen Verkauf der Kette ausgerechnet an den Marktführer Edeka weniger Wettbewerb und steigende Preise im deutschen Lebensmittelhandel. Das Bundeskartellamt untersagte deshalb den Zusammenschluss.

Zwar gelang es Tengelmann und Edeka nach monatelangem Ringen, das Veto der Wettbewerbshüter durch eine Ministererlaubnis von Bundeswirtschaftsminister Sigmar Gabriel (SPD) auszuhebeln. Doch wurde die Ausnahmegenehmigung im Juli vom Oberlandesgericht Düsseldorf auf Antrag von Rewe sowie der Wettbewerber Markt und Norma, die mittlerweile ihre Klage zurückgezogen haben, gestoppt. *dpa*